

Les subsides

Un député du gouvernement a prétendu que le programme proposé par le chef de l'opposition coûterait fort cher, ce qui est probablement vrai, mais nous devons songer à la gravité de la situation qui règne dans l'Ouest. On évalue à au moins 2 milliards de dollars les pertes occasionnées uniquement par la sécheresse. Mais l'humidité excessive a également fait baisser la production de céréales et nuira à la qualité des récoltes. Le député de Regina-Ouest convient sûrement avec moi que de tels paiements seraient d'un grand secours pour les producteurs céréaliers.

Il faudrait instituer un mécanisme permanent pour faire face au genre de catastrophes qu'ont connues les agriculteurs cette année. Des mesures à long terme s'imposent pour emmagasiner et conserver l'eau et pour irriguer les terres, des mesures qui permettraient de relancer l'agriculture de l'Ouest sur des bases solides. Je suis persuadé que le député de Regina-Ouest appuierait de tout cœur et soutiendrait inconditionnellement de telles mesures et d'autres recommandations du chef de l'opposition.

M. Albert Cooper (Peace River): Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat aujourd'hui et ce, pour diverses raisons. Bien entendu, c'est tout d'abord parce que l'agriculture occupe une place fondamentale dans l'économie de ma circonscription. Elle offre un moyen de subsistance et des possibilités à bon nombre de mes électeurs. Au demeurant, elle a même une incidence sur tous les Canadiens. Deuxièmement, je veux participer au débat en raison de la motion à l'étude. Si vous le permettez, j'aimerais vous la lire:

Que la Chambre regrette que le gouvernement ait refusé de reconnaître la crise grave à laquelle font face les familles agricoles du Canada et blâme le gouvernement de sa réponse inadéquate aux problèmes des agriculteurs canadiens qui comprennent un important resserrement de la marge bénéficiaire et un fardeau de la dette élevé, une concurrence internationale farouche et prédatrice et des catastrophes naturelles, problèmes qui se sont alliés pour mettre en danger la collectivité agricole du Canada.

C'est toute une motion, monsieur le Président, mais je vais vous dire pourquoi elle n'est pas plausible: c'est à cause du parti qui l'a proposé à la Chambre. J'ai été élu au Parlement en 1980 et j'ai donc pu surveiller le gouvernement précédent et voir comment il résolvait les problèmes et les sources de mécontentement des agriculteurs. A l'heure actuelle, c'est ce même parti qui propose une motion pour reprocher au gouvernement de ne pas s'intéresser à ces problèmes et de rien faire pour les résoudre. Il suffit de comparer les bilans des deux partis pour voir que les auteurs des critiques d'aujourd'hui n'ont en réalité aucun motif ni aucune raison de les faire. Je me souviens d'avoir écouté à la Chambre le ministre au chapeau vert faire toutes sortes de déclarations, toutes sortes de discours au style fleuri, mais je ne me rappelle pas l'avoir vu une seule fois répondre véritablement aux besoins fondamentaux des habitants de la région de Peace River. Je me rappelle l'avoir interrogé au sujet de problèmes que nous éprouvons à Peace River, que ce soit à cause de la sécheresse ou quelque autre condition climatique, et il m'avait répondu de m'adresser au gouvernement provincial. L'affaire ne l'intéressait pas. Or ces mêmes gens ont maintenant l'audace de proposer une telle motion. Malgré cela, je dois dire que j'ai trouvé le débat très intéressant et les interventions instructives et bien pensées. C'est un véritable compliment à faire aux députés et à bien des égards au ministre de l'Agriculture (M. Wise) qui a donné le ton.

• (1550)

Je voudrais maintenant dire quelques mots au sujet de notre nouveau gouvernement. Il importe que j'en parle pour exprimer le point de vue d'un Canadien de l'Ouest, surtout d'un député représentant la région de Peace River. Notre nouveau gouvernement représente bien des choses pour nous. La première chose qui me vient à l'esprit, c'est que pour la première fois depuis longtemps nous nous sentons enfin représentés au cabinet. A maintes et maintes reprises autrefois on ne tenait jamais compte de nos intérêts, de nos soucis ni de nos frustrations. Pourquoi? Parce que les libéraux n'avaient personne de l'Ouest qui puisse parler en notre nom. Ce n'est pas le cas maintenant. Nous comptons plusieurs de nos collègues de l'Ouest au cabinet et ils s'intéressent à nos problèmes. Ils exercent en même temps une très grande influence sur l'orientation que prend le Canada. Je n'ai pas pu m'empêcher de remarquer dans *Quorum* un article qui m'a paru très bien illustrer ce fait. Certains d'entre vous se rappellent peut-être la phrase de Mordecai Richler au sujet de la ville d'Edmonton. Les Canadiens de l'Ouest avaient été très froissés par ce qu'avait dit un député, car ils avaient l'impression que maintenant qu'ils siègent dans l'opposition, les libéraux ne se gênent pas pour venir nous adresser toutes sortes de platitudes et de belles déclarations alors qu'ils nous ignoraient lorsqu'ils formaient le gouvernement. Cet article s'intitulait: «Honte à Sheila». On y disait, entre autres choses:

Si elle se sent obligée de nous présenter des excuses, pourquoi ne déplore-t-elle pas que son parti ait tenté, envers et contre tous, de piller l'Alberta grâce au Programme énergétique national?

C'est ce qui rend furieux les habitants de l'Ouest. Nous sommes très fâchés lorsque les libéraux présentent une motion comme celle d'aujourd'hui qui critique un gouvernement qui se penche sur les problèmes qui affligent nos agriculteurs, qui prend déjà des mesures concrètes pour les régler et qui en envisage d'autres.

Je voudrais maintenant parler brièvement des ministres qui s'occupent d'agriculture au gouvernement. Il faut d'abord se rappeler que ses ministres ont hérité d'une pagaille monstre. L'agriculture canadienne a souffert d'une certaine négligence, de mauvaises conditions climatiques et de toutes sortes d'autres problèmes. Bien entendu, elle a surtout été victime de l'inertie du gouvernement précédent. Ce qui m'impressionne vraiment, c'est que le ministre de l'Agriculture est prêt à écouter. C'est important. Au cours des mes quatre ou cinq premières années à la Chambre, alors que je siégeais du côté de l'opposition, je n'ai jamais eu le sentiment que le ministre de l'Agriculture m'écoutait, et encore moins mes agriculteurs. Cependant, le nouveau ministre écoute et répond et toute personne qui veut vraiment examiner sérieusement son bilan s'en apercevra; les faits sont éloquentes. Il y a également le ministre des Transports (M. Mazankowski). Son travail touche les secteurs des denrées et de l'agriculture et, là encore, il est attentif aux besoins des gens. Dans notre région, une grave problème se pose du fait qu'un certain nombre d'endroits ne sont pas desservis par le chemin de fer. Ainsi, certains de nos agriculteurs doivent transporter leurs produits par camion jusqu'à la gare d'étape, qui se trouve à 50, 60 ou 120 milles de là. J'ai eu une audience avec le ministre des Transports au sujet de cette question et je suis convaincu qu'on mettra en œuvre un programme qui montrera que le ministre s'inquiète